



Assemblée générale

Distr. limitée
15 décembre 1998
Français
Original: anglais

Cinquante-troisième session

Cinquième Commission

Point 113 de l'ordre du jour

Budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999

Projet de résolution présenté par le Vice-Président à l'issue de consultations officieuses

Premier rapport sur l'exécution du budget-programme

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le premier rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999¹ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²,

1. *Réaffirme* le processus budgétaire approuvé dans sa résolution 41/213 du 19 décembre 1986 et réaffirmé dans des résolutions ultérieures;
2. *Réaffirme également* sa résolution 52/220 du 22 décembre 1997;
3. *Prend acte* du premier rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999¹ et du rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²;
4. *Réaffirme* que tous les États Membres ont l'obligation de s'acquitter promptement, intégralement et sans imposer de conditions des obligations financières qui leur incombent en vertu de la Charte des Nations Unies;
5. *Constate* les conséquences préjudiciables qu'a le non-versement de quotes-parts pour le fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies;
6. *Approuve* une diminution nette de 48 200 900 dollars des crédits ouverts pour l'exercice biennal 1998-1999 et une diminution nette de 4 552 500 dollars des prévisions de recettes pour l'exercice biennal 1998-1999, dont le montant sera réparti entre les chapitres des dépenses et des recettes comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général;

¹ A/53/693.

² A/53/7/Add.8. Pour le texte final, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément No 7*.

7. *Constate avec préoccupation* qu'un certain nombre de chapitres du budget-programme continuent de faire apparaître des taux de vacance de postes élevés, ce qui pourrait avoir des répercussions sur la mise en oeuvre intégrale des programmes et activités qu'elle a demandé d'exécuter;

8. *Rappelle* que le taux de vacance est un outil conçu aux fins des calculs budgétaires et ne devrait pas servir à réaliser des économies;

9. *Rappelle* qu'un taux de vacance élevé entrave sérieusement l'exécution des programmes et activités prescrits par les organes délibérants et souligne que les décisions prises délibérément par l'Administration de laisser un certain nombre de postes vacants rendent le processus budgétaire moins transparent et la gestion des ressources en personnel plus difficile;

10. *Réaffirme* qu'elle seule est habilitée à créer et supprimer des postes dans le budget ordinaire;

11. *Prie* le Secrétaire général d'intensifier sans tarder les activités de recrutement, afin de réduire le nombre de postes vacants, en particulier dans les domaines où les taux de vacance sont élevés;

12. *Décide* que le taux de vacance des postes de la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur ne devrait pas dépasser 5 % à la fin de l'exercice biennal 1998-1999 et, dans ce contexte, prie le Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires pour atteindre cet objectif;

13. *Prie* le Secrétaire général de renforcer le Bureau du Président de l'Assemblée générale en prenant toutes les mesures nécessaires pour assurer l'application intégrale du paragraphe 1B.10 du rapport du Secrétaire général intitulé «Réforme de l'Organisation des Nations Unies : mesures et propositions»³, tel qu'elle l'a adopté dans sa résolution 52/220, de façon à assurer transparence et responsabilité, renforçant ainsi la capacité du Président de l'Assemblée générale de s'acquitter efficacement et rationnellement des fonctions du Bureau, selon qu'il conviendra;

14. *Décide* que, conformément au budget-programme approuvé, le Président de l'Assemblée générale devrait être pleinement habilité à utiliser les crédits prévus au budget du Bureau, notamment pour ce qui est des dépenses de représentation, des frais de voyage et de toutes autres dépenses nécessaires à l'exécution des tâches officielles;

15. *Note* que les paragraphes 74 à 80 de sa résolution 52/220 définissaient les procédures à suivre dans le projet de budget-programme au sujet des activités liées aux rapporteurs spéciaux de pays, dont les mandats avaient expiré en 1997 et que, de ce fait, aucun texte ne prévoyait expressément leur inclusion dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999;

16. *Réaffirme* que, conformément aux dispositions du paragraphe 79 de sa résolution 52/220, aucun fonds correspondant directement à ces activités qui n'ont pas été prescrites ne pouvait leur être consacré tant que n'aurait pas été examiné le rapport sur les liens entre les modalités de financement des activités durables et les utilisations du fonds de réserve demandé au paragraphe 78 de sa résolution 52/220;

17. *Regrette* qu'il n'ait pas été donné suite aux dispositions de la décision figurant au paragraphe 79 de sa résolution 52/220, étant donné que le rapport demandé n'a pas été examiné avant l'exécution des activités de 1998 relatives aux rapporteurs spéciaux de pays;

³ A/52/303.

18. *Prie* le Secrétaire général d'améliorer la présentation des rapports sur l'exécution du budget en présentant séparément, pour chaque chapitre du budget, les incidences des taux moyens de vacance de postes dans les changements liés aux traitements et aux dépenses communes de personnel;

19. *Prie également* le Secrétaire général de fournir une explication lorsque les taux moyens de vacance de postes sont supérieurs à ceux qui ont été approuvés par elle;

20. *Rappelle* que le Secrétaire général doit veiller à ce que les ressources soient utilisées strictement aux fins approuvées par elle;

21. *Déplore* la tendance à l'emploi excessif de consultants, en particulier dans les domaines où l'Organisation dispose des compétences requises, et prie le Secrétaire général de ne recourir à l'avenir aux services de consultants qu'en l'absence de compétences internes et conformément à la réglementation en vigueur et aux résolutions pertinentes;

22. *Réaffirme* que les changements dans les programmes et activités dont l'exécution a été demandée par les organes délibérants sont la prérogative de l'Assemblée générale.
